

Bonnet blanc et blanc bonnet !

La majorité Sénatoriale a donc décidé de **couper court aux débats budgétaires, qui agitent traditionnellement l'hémicycle avant Noël**. Cela semble devenir une habitude pour les budgets précédant une campagne présidentielle, puisque l'examen avait été encore plus court en 2016, quand la majorité sénatoriale avait rejeté le dernier budget du quinquennat de François Hollande. « Un budget de campagne » pour le rapporteur général, Jean-François Husson, « le plus cher de la Vème République » renchérit son président du groupe LR, Bruno Retailleau, qui vilipende une « folie dépensière ». Les mots sont donc lâchés !

Aux yeux de la droite sénatoriale, la rigueur de ce projet de budget ne serait donc pas suffisante mais sa préférence va quand même à **laisser le soin au gouvernement de s'appuyer sur sa majorité politique à l'Assemblée Nationale pour « laisser filer » une loi de finance qui finalement convient bien aux tenants du libéralisme** ! On notera d'ailleurs que pendant ce marathon budgétaire, la majorité sénatoriale s'est enfermée dans une posture consistant inlassablement à émettre un avis défavorable pour rejeter tous les amendements proposés par la gauche ! Un rejet par conséquent d'autant plus difficilement tenable que, sur le fond, **la majorité sénatoriale et le gouvernement partagent les mêmes options**. En vérité, la majorité sénatoriale est plutôt gênée du fait que le gouvernement présente un budget dont elle partage les grandes orientations ! Elle a donc rejeté les recettes dont elle a approuvé tous les articles ! Comprenez qui pourra...

Mais aujourd'hui, beaucoup de nos compatriotes vont se demander à quoi sert le Sénat. Tout ceci conforte ainsi les « thèses » de ceux qui aimeraient **réduire le Sénat à un rôle de consultant**, condamné à observer la politique du gouvernement.

Joyeuses fêtes et bloavez mad à tous !

Gérard Lahellec



Né à Plufur, où mes parents exploitaient une petite ferme, j'ai été élu sénateur des Côtes d'Armor en septembre 2020, après avoir été Vice-Président du Conseil Régional de Bretagne.

Contactez-moi !

par mail

g.lahellec@senat.fr

sur mon site internet

www.gerardlahellec.com

sur mes réseaux sociaux



AU SENAT

15 rue de Vaugirard - 75291 Paris Cedex 06
02 42 34 44 06

EN CIRCONSCRIPTION

1T Rue du 71ème RI - 22000 Saint-Brieuc
02 96 63 03 48
8 Route de Corlay - 22200 Guingamp

VIA MES COLLABORATEURS:

Pascal BONNEAU

p.bonneau@clb.senat.fr
06 72 71 17 50

Victoria GIRONDEAU

v.girondeau@clb.senat.fr
06 72 71 08 32

Pauline JACQUES

p.jacques@clb.senat.fr
07 88 42 58 38

HANDICAP : EN QUÊTE D'ÉGALITÉ !

Dans le cadre des **questions au gouvernement**, j'ai interpellé madame la **Ministre en charge des personnes handicapées sur le refus gouvernemental d'individualiser le calcul de l'allocation aux adultes handicapés** et de la conditionner aux revenus de leur compagne ou compagnon de vie. En s'enfermant dans une posture bien éloignée des valeurs de progrès et d'humanité il faut maintenant obtenir du gouvernement qu'il consente à entendre la représentation parlementaire pour aboutir à une proposition de loi qui reconnaisse l'autonomie des personnes handicapées.

LA QUESTION AGRICOLE

La crise de l'élevage



La Bretagne est la première région française d'élevage pour la production de viande, et notamment le porc, veau et les volailles de chair.

Aujourd'hui, l'ensemble des filières d'élevage est touché par la faiblesse des cours et l'augmentation importante du prix des matières premières. À cette situation générale, s'ajoute la **crise particulière de la filière porcine**. Celle-ci est fragilisée par un **effet de ciseau**. D'une part, l'offre s'est concentrée du fait de la hausse du coût de production mais aussi de la fermeture du marché chinois aux exportations, celle-ci ayant eu pour conséquence d'exacerber la concurrence internationale, notamment celle de l'Allemagne et surtout de l'Espagne. Or d'autre part, la demande, quant à elle, n'a pas faibli. Malgré un léger recul, la viande de porc reste la viande la plus consommée en France, la moins chère et commercialisée sous une grande diversité de produits.

Cette fragilisation du secteur porte donc en elle le risque de sa disparition. Souvenons-nous de la crise de la filière avicole, sacrifiée au nom de la nécessité

de « changer de modèle » : nous importons désormais en France 50% de la viande de volaille que nous consommons ! Il convient ainsi de tout mettre en œuvre pour éviter que le même séisme ne vienne maintenant anéantir la filière porcine.

Je défends donc l'impérieuse nécessité de soutenir l'élevage, tous les élevages, et de préserver l'unité d'action entre tous les producteurs car l'agriculture et l'agroalimentaire sont à la Bretagne ce que la sidérurgie était à la Lorraine.

MON ACTION

Dans le prolongement de mes rencontres avec les éleveurs de Bretagne, rassemblés à l'initiative des organisations syndicales à la chambre d'agriculture, j'ai interpellé par écrit le Ministre de l'Agriculture sur l'urgence que revêt la juste prise en considération de leur situation spécifique. Diverses rencontres ministérielles avec Monsieur Denormandie et Monsieur Le Drian, m'ont donné l'occasion de solliciter l'engagement sans attendre de mesures gouvernementales de soutien aux trésoreries des exploitants.



Rencontre avec le Ministre de l'Agriculture sur la crise de l'élevage en Bretagne.



Reunion avec le Ministre des Affaires Etrangères sur les difficultés vécues par les agriculteurs.



Rassemblement des éleveurs organisé par la FNSEA à la Chambre d'Agriculture de Plérin.



Rencontre avec les représentants de la MSA (Mutualité Sociale Agricole).

Les retraites agricoles



Une proposition de loi visant la revalorisation des pensions des retraites agricoles les plus faibles a été déposée le 4 mai 2021 à l'Assemblée Nationale par mon collègue André CHAISSAIGNE et les députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

Mes rencontres avec les représentants nationaux de la Mutuelle Sociale Agricole (MSA) et départementaux de la fédération des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA 22) furent l'occasion d'évoquer l'ensemble des injustices du système actuel d'ouverture et de calcul des pensions de retraite agricole à l'égard des femmes d'exploitants agricoles, des conjoints collaborateurs et des aides familiaux.

Or c'est à ces injustices qu'entend répondre la proposition de loi de mon cher collègue député, André Chassaingne, proposition que j'ai fervemment soutenue au Sénat.

Je me réjouis donc que les deux chambres aient adopté à l'unanimité en première lecture cette proposition de loi, visant à rehausser de 100euros le niveau des pensions des retraites agricoles les plus faibles.

Si la portée a été revue à la baisse, ne concernant plus que 210 000 retraités (dont 67% de femmes) sur 420 000 initialement concernés, le pas qui a été fait s'oriente dans le bon sens!

Mais n'oublions que la revalorisation des retraites n'est pas sans poser la question du revenu des agriculteurs actuellement en activité. C'est à ce titre que j'ai proposé l'augmentation du paiement distributif de façon à permettre une répartition plus équitable des aides du 1er pilier de la PAC !



Dans les locaux de la FDSEA 22 pour aborder la question des retraites agricoles à Plérin.

Retrouvez toutes mes interventions sur mon site internet !

AU SENAT



Vive l'écologie populaire !

Les travaux de la commission *Aménagement du Territoire et Développement Durable* ont beaucoup traité d'écologie, à l'image de la très commentée COP 26. Or tout le monde s'accorde pour reconnaître que tout ça n'est pas à la hauteur des **défis auxquels nous sommes confrontés**. Alors, la France peut-elle jouer un rôle pour les relever ? Sans hésitation, ma réponse est oui !

Pour réussir et imprimer ce mouvement, la France devrait porter trois ambitions politiques majeures :

- ① Faire de l'écologie une **grande question populaire** ;
- ② S'orienter résolument vers une grande ambition publique et définir un vaste **programme d'investissements publics** ;
- ③ Repenser en profondeur notre manière d'aborder la question de la dette publique et dudit pacte de stabilité européen **en excluant les investissements motivés par la réduction des émissions de GES**.



Dans le cadre de la seconde lecture de la proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique, j'ai déposé un amendement en faveur de l'exonération de redevance prélevée sur les supports d'enregistrement reconditionnés.



J'ai affirmé mon opposition à la régionalisation de l'écotaxe lors du débat sur le projet de loi de ratification d'ordonnances relatives aux compétences de la collectivité d'Alsace.



J'ai interpellé le Ministre des Affaires Étrangères au sujet de la décision prise par le gouvernement israélien d'expulser Salah Hamouri de Palestine, sa terre natale. Le combat pour le droit de Salah Hamouri de vivre à Jérusalem se confond avec celui pour la réaffirmation de la partie Est de la ville, capitale d'une Palestine libérée.



J'ai pris l'initiative avec mon groupe de la création d'une commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil sur les politiques publiques.



J'ai cosigné le courrier de B.Sorre adressé au commissaire européen afin de l'alerter sur la fin proche des licences provisoires accordées aux pêcheurs français.

EN CIRCONSCRIPTION



Pour une offre hospitalière de qualité !

A la suite du lancement de la mission Rossetti chargée de **restructurer l'offre hospitalière du département**, j'ai sollicité un **entretien avec le directeur de l'ARS**.

Lors de cet échange, je lui ai fait part des éléments à prendre en considération dans le cadre de cette mission :

- ① **la nécessité de réarmer l'hôpital** ;
- ② **les spécificités géographiques** de notre territoire qui obligent à ne pas amalgamer la distance et le temps (pour le sud du Trégor, si l'hôpital de référence devient Tréguier, le temps de transport est multiplié par deux) ;
- ③ **la situation démographique et surtout médicale** des communes de Saint-Brieuc et Paimpol.

M.Mulliez a assuré maintenir un plateau chirurgical à l'hôpital de Guingamp, je veillerai à ce que ce parole soit tenue.



Défendre une pêche durable !

Du fait des licences de pêche confisquées, nos pêcheurs ont la vie dure... À cela s'ajoutent **l'arrêt de la pêche minotière, la concurrence déloyale des importations, la situation des flottes françaises qui posent la question de l'Europe sociale** !

En Bretagne, un certain nombre d'unités est **exploité par des intérêts étrangers, puisant dans nos quotas** et entraînant la suppression d'emplois nationaux. Ainsi, des navires de ports bretons sont actuellement immatriculés au quartier de Bayonne et bien qu'arborant le pavillon français, naviguent sans la moindre présence française à bord !

La France, qui va présider aux destinées de l'Europe en 2022 doit infléchir ces orientations et mettre le cap sur une **grande ambition sociale pour nos marins pêcheurs** !

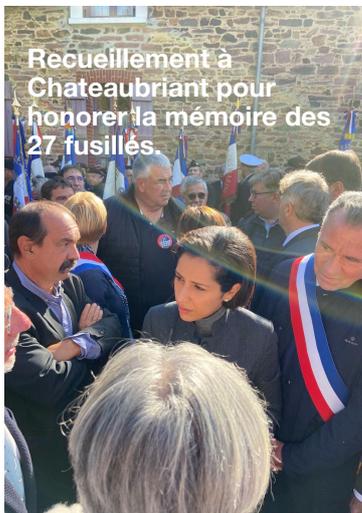
Dans la suite de l'hôpital, je me suis engagé pour défendre l'ensemble des services publics de proximité, notamment le maintien des trésoreries, comme en témoigne ma participation aux Assises des Finances Publiques !



LYCEE PROFESSI
PIERRE LOTI



Après lui avoir envoyé une question écrite, Madame la Ministre de la Mer a enfin arbitré en faveur de l'ouverture d'un BTS Mécatronique navale aux lycées maritimes de Paimpol et de Nantes !



Recueillement à Chateaubriant pour honorer la mémoire des 27 fusillés.



Hommage à Edouard Quemper aux Mines à Plérin.



FRET. Visite sur le site du groupe Lahaye Global logistics à Rennes.



JEUNESSE. Echange au Sénat avec le Conseil des jeunes de Graces.



Commémoration du 11 novembre à Plufur.



BIOETHIQUE. Plantation d'un arbre de vie en hommage aux donateurs d'organes à Plussulien.



Cérémonie à Trémeil en l'honneur des familles Lévy et Le Quéré.



EAU. Pose de la première pierre de la nouvelle usine des eaux de Saint-Brieuc.



CULTURE. Inauguration de la médiathèque de Bégard.



TRANSPORT. Débat sur les enjeux de la SNCF à L'espace Collectivité.



ENERGIE. Visite d'un chantier de réseaux électriques sur Gomené.



COLLECTIVITES. Accueil de nos élus lors du Congrès des Maires.



AGRICULTURE. Comices agricoles à Plélan-le-petit.



PATRIMOINE. Inauguration de l'Eglise de Corlay en présence de J.-Y. le Drian.



CULTURE. Présentation de l'exposition Terres Celtes par G. Larcher.



ECOLE. Manifestation à Saint-Brieuc pour soutenir l'école.